

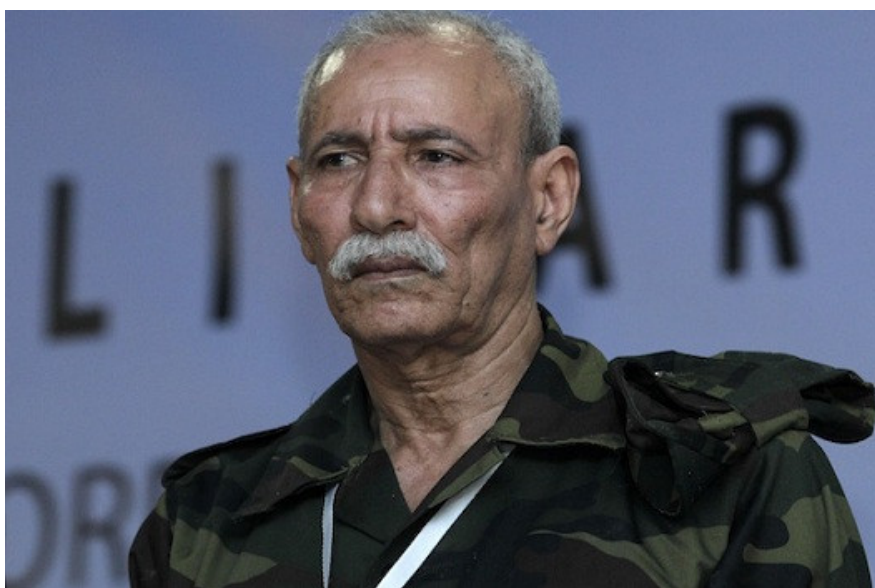
La campagne des médias espagnols contre Ghali vise à ternir l'image du Polisario

Publié Le : Dimanche, 09 Mai 2021 16:37 Lu : 42 fois

Imprimer

Envoyer

Partagez   



ALGER - La campagne menée par des médias espagnols depuis l'hospitalisation, en Espagne, du président sahraoui Brahim Ghali avait pour seul but de ternir l'image de la lutte légitime du Front Polisario, assure l'avocat et diplomate sahraoui, Me Mouloud Said Haddamin.

"Un procès qui n'a aucune base juridique a fait la une d'une grande partie des médias espagnols. La raison ? Ternir l'image de la lutte légitime du Front Polisario et au passage, gagner l'amitié du royaume alaouite", a affirmé Mouloud Said Haddamin dans une tribune publiée dans le journal Ecsahraoui.

Il a accusé principalement l'agence de presse espagnole EFE d'avoir tenté de faire croire que le président sahraoui, admis à l'hôpital San Pedro dans la région de Logroño, après avoir été atteint de la Covid-19, faisait l'objet d'une plainte pour crime contre l'humanité. Une plainte qui aurait poussé la justice, selon la même agence, à engager une procédure judiciaire contre M. Ghali.

L'auteur de la tribune estime que les médias espagnols qui ont relayé cette fausse information espéraient une aide financière du Maroc, notant qu'ils étaient allés, "encore plus loin et ont fabriqué plusieurs étapes d'un processus judiciaire dont il n'y a eu aucune, sauf peut-être l'admission du procès".

"On a dit à quelqu'un : "vous déposez la plainte, le reste ne vous regarde pas". Ou, en d'autres termes, "un procès a été intenté non pas pour obtenir une certaine voie judiciaire, mais pour obtenir une voie médiatique retentissante", explique l'auteur.

Par ailleurs, Mouloud Said Haddamina a rejeté l'allégation selon laquelle, le président sahraoui était entré en territoire espagnol sous une fausse identité.

Lire aussi: Espagne: la justice dément avoir convoqué le président sahraoui Brahim Ghali

"L'Etat espagnol, par l'intermédiaire de la plus haute autorité du ministère des Affaires étrangères, a déclaré qu'il avait accepté de recevoir le Secrétaire général du Front Polisario en tant que personne atteinte de Covid 19", insiste l'auteur de l'article.

"L'Etat espagnol, à la demande d'un Etat tiers, a accepté de recevoir le Secrétaire général du Front Polisario pour un traitement contre la Covid-19. Et le patient étant entré, comme il ne pouvait en être autrement, avec son propre passeport diplomatique et avec l'accord de deux Etats voisins".

"Soit ils (les médias) prennent les lecteurs pour des imbéciles, soit le besoin d'enveloppes en provenance du sud est extrêmement pressant", s'insurge le diplomate qui a rappelé que plusieurs organisations internationales se rendent régulièrement dans les territoires sahraouis et qu'aucune n'a enregistrée de plainte pour crimes contre l'humanité impliquant le Front Polisario.

"Dans un territoire où, il n'y a pas longtemps, le secrétaire général de l'ONU a atterri et où le gouvernement espagnol affecte un avion pour le transport des envoyés de l'ONU, quelqu'un veut nous faire croire que, durant l'été 2019, des crimes contre l'humanité ont été commis que, d'ailleurs, seuls les yeux d'une personne, la plaignante, liée au Maroc, pour être plus précis, ont pu voir", s'étonne Haddamin.

Mercredi dernier, le Haut tribunal espagnol de l'Audience nationale a démenti avoir convoqué le président sahraoui. Deux jours plus tôt, la cheffe de la diplomatie espagnole, Arancha Gonzalez Laya, a affirmé que le secrétaire général du Front Polisario, quittera l'Espagne au terme de son hospitalisation.

La ministre espagnole a rappelé, au cours d'une conférence de presse, que le président Ghali avait été admis dans un hôpital en Espagne pour "des raisons humanitaires" ajoutant que "quand ces raisons humanitaires prendront fin, M. Ghali quittera évidemment l'Espagne".